
L'invasion verte : la promotion des plantations en Inde

Des forêts ? Ou des plantations ?

Selon les données présentées par le FSI (Forest Survey of India) dans son rapport bisannuel sur l'état des forêts (State of Forest Reports - SFR), la couverture forestière en Inde a enregistré une augmentation constante au cours des dernières années. Par exemple, le SFR publié en 2015 mentionne une augmentation nette dans le domaine des forêts très denses. Comment peut-on expliquer ces données, étant donné l'ampleur apparente de la déforestation, notamment l'exploitation forestière illégale à grande échelle ainsi que la conversion des forêts à d'autres utilisations qui aboutissent à une destruction de la forêt ? Le FSI l'interprète essentiellement comme le résultat des activités de plantation entreprises par les services forestiers d'État. Toutefois, le même SFR indique que les « forêts artificielles » ne représentent que 5,31 % de la superficie forestière totale tandis que les « forêts naturelles » occupent 80 % de cette superficie.

Nous sommes ici confrontés à une énigme, voire à plusieurs. Dans quelle mesure la couverture forestière en Inde est-elle constituée de plantations, ou, comme les appelle le FSI, de forêts « artificielles » ? Si les forêts naturelles sont si abondantes, comment peut-on expliquer l'expansion des plantations dont la superficie aurait grimpé, selon l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2015 de la FAO, à plus 12 millions d'hectares en 2015 au lieu d'un peu moins de 6 millions d'hectares en 1990 ? Selon une autre estimation officielle de 2009, la superficie occupée par les plantations en Inde représentait 32,57 millions d'hectares, soit « 17 % de l'ensemble des plantations forestières dans le monde ». (1) Une autre étude encore, de 2014, indique que 1 à 1,5 million d'hectares ont été reboisés chaque année depuis 1980. (2)

Une question se pose : pourquoi le FSI ne fait-il pas une mise à jour systématique et raisonnablement précise des données sur les plantations ? Et aussi, pourquoi inclure régulièrement les plantations dans les chiffres de la couverture forestière ? Soulevant des questions similaires, plusieurs études ont relevé ces dernières années que l'Inde assiste actuellement à une grave déforestation et dégradation des forêts, même si le FSI affirme le contraire. (3) Il a été observé que, si l'on ne sait pas très bien quelle proportion de superficie forestière totale décomptée comme forêt dans le cadre du SFR est constituée de « plantations forestières », on ne sait pas non plus si des forêts naturelles ou secondaires sont converties en plantations sans que cette conversion soit rendue statistiquement visible (4). Par ailleurs les « forêts indigènes » d'Inde connaissent une diminution constante. (5)

Il est clair que les organismes officiels indiens utilisent indifféremment les termes « forêt » et « plantations ». Toutes les plantations d'arbres, sur des terres d'une superficie supérieure à un hectare, et avec une densité de canopée supérieure à 10 %, sont traitées comme des forêts. Peter Smetacek, un écologiste basé dans l'Uttarakhand, dans le nord de l'Inde, pense que l'on peut retrouver l'origine de cette confusion conceptuelle dans les origines germaniques de la foresterie indienne. (6) On sait que c'est Dietrich Brandis, un forestier allemand, qui a introduit les pratiques de la foresterie commerciale en Inde. P. Smataeck observe qu'en allemand une « *Forst* » est une

plantation d'arbres présentant une valeur commerciale importante tandis qu'une « forêt naturelle » est appelée « *Wald* ». Il remarque également que, comme Brandis n'a pas établi de différence officielle entre une *Forst* et une *Wald*, les offices des forêts en Inde ont depuis continué à « planter » des forêts sans s'arrêter pour réfléchir au fait que l'on ne peut créer qu'une « *Forst* » par plantation, pas une « *Wald* ». Les forêts naturelles ne peuvent être plantées.

Puyravaud, J.P. *et al.* font l'hypothèse qu'en Inde des forêts ont progressivement été remplacées par des plantations au fil des ans. (7) En comparant les données de la FAO et du FSI, ils arrivent à la conclusion que si la couverture forestière totale est passée de 660 337 km² en 1995 à 690 250 km² en 2005 (FSI), les plantations se sont passées de 146 200 km² à 300 280 km² au cours de la même période (FAO). Les auteurs soulignent que, par conséquent, les forêts ont diminué de 514 137 km² en 1995 à 389 970 km² en 2005, ce qui se traduit par une perte moyenne de 2,42 % par an. Quels types d'arbres trouve-t-on dans les « forêts plantées » ? Les espèces les plus fréquentes dans les plantations sont l'eucalyptus, le peuplier, l'acacia, le chêne d'Australie, l'hévée, le teck et le pin. (8) Selon la FAO, près de 45 % des « plantations forestières » indiennes sont constituées d'espèces à croissance rapide et à courte rotation. (9) En particulier, les forêts, les zones rurales et les terres agricoles en Inde ont été remplies de différentes espèces d'eucalyptus, au prix de coûts sociaux et écologiques considérables.

« Foresterie sociale » et eucalyptus

La colonisation de l'Inde par l'eucalyptus est étroitement liée au projet très médiatisé de foresterie sociale qui a été soutenu par la Banque mondiale. Il a été observé que le soi-disant projet de « foresterie sociale » était, à ses débuts, en grande partie un produit de l'aide au développement. (10) Cet ambitieux projet a conduit à des opérations de reboisement à grande échelle, principalement dans les années 1970 et 1980, quand les plantations ont été mises en place à un rythme de 1,4 million d'hectares par an. (11) Dans les États de l'Uttar Pradesh, du Karnataka et du Bengale occidental en particulier, les eucalyptus se sont répandus comme une traînée de poudre, suscitant et conduisant non seulement à un débat environnemental extrêmement vif, mais aussi à un mécontentement social et à une résistance active. D'après certaines informations, les plantations d'eucalyptus ont drainé d'énormes volumes d'eau dans les sites des plantations et à leur voisinage en aval, et ont totalement absorbé les nutriments du sol, si bien que les autres végétaux ne pouvaient plus pousser. Elles ont également rejeté des substances toxiques dans le sol, empêchant ainsi la croissance des espèces indigènes. (12) Dans le Karnataka, les plantations auraient abouti à des situations comparables à de graves sécheresses et auraient obligé le gouvernement à interdire la culture de toutes les espèces d'eucalyptus. (13)

Bien que les plantations d'eucalyptus soient habituellement des cultures à courte rotation et connues pour faire rentrer rapidement de l'argent, seule l'élite rurale en retire le plus souvent des bénéfices. Même dans le cas de projets comme la foresterie sociale, ce sont les propriétaires terriens et les castes supérieures de la population qui ont bénéficié des plantations. (14) Par ailleurs, les communautés ont ouvertement manifesté leur inquiétude par rapport au détournement de terres fertiles servant à la production de l'alimentation et de pâturages au profit de plantations d'eucalyptus. Pendant les années 1980, les superficies cultivées en ragi, l'aliment de base traditionnel, ont diminué de façon importante au Karnataka. Dans le district de Kolar, par exemple, entre 1977 et 1981, la culture du ragi a chuté de 142 000 à 48 000 hectares, ce qui a entraîné une réduction du marché de 175 000 à seulement 15 000 tonnes et à une augmentation de son prix sur le marché de 200 %. (15)

Un riche héritage de résistance

Les programmes de plantation gérés par l'État ont provoqué une intense résistance de la part des communautés forestières et des paysans. Les populations qui dépendaient traditionnellement des forêts pour leur alimentation et leurs moyens de subsistance ont résisté à la conversion des forêts en plantations en monoculture d'espèces exotiques/introduites comme l'eucalyptus et le teck. Les paysans se sont en particulier opposés aux plantations d'eucalyptus parce que ces dernières ont souvent entraîné une désertification massive des territoires agricoles et ont empiété sur les terres collectives des villages ainsi que sur de bonnes terres cultivables. De grands mouvements contre les plantations se sont propagés dans toute l'Inde dans les années 1960, 1970 et 1980. Le mouvement Chipko, maintenant célèbre, a commencé dans la région himalayenne du Garhwal sous la forme d'une manifestation des populations contre la coupe à blanc, à des fins commerciales, de forêts de collines. (16) Le mouvement « Jangal Katai » (« Couper les forêts ») dans les régions tribales (aujourd'hui le Jharkhand) de l'ancien Bihar est apparu en réaction aux tentatives de l'office des forêts de mettre en place des monocultures de teck commercialement très rentables dans des forêts naturelles de sals. (17) Des paysans du Karnataka se sont opposés à un projet de plantations d'eucalyptus sur les terres collectives du village conduit par un office des forêts soutenu par une société privée. (18) Et les *adivasis* (population autochtone) de Bastar dans un village « non divisé » du Madhya Pradesh ont opposé une ferme résistance à une plantation de pins bleus exotiques financée par la Banque mondiale. (19)

Plus de plantations, plus d'attaques des droits des communautés

Le gouvernement indien, dont la détermination n'a pas été entamée par l'héritage de résistance populaire contre les plantations, continue de promouvoir de vastes programmes de plantation. Tandis que son programme phare, la Mission pour une Inde verte (Green India Mission - GIM) a pour objectif de mettre en place 5 millions d'hectares de nouvelles plantations d'ici 2014, le gouvernement promet de dépenser plus de 15 milliards USD dans les années qui viennent pour des opérations de « reboisement ». La majeure partie de l'argent viendrait du Fonds de reboisement compensatoire, connu auparavant sous le nom de CAMPA (Autorité de gestion et de planification du reboisement compensatoire), après l'adoption d'une nouvelle législation, appelée Compensatory Afforestation Fund Act, en 2016 (Voir [article dans le Bulletin WRM 217](#), août 2015). Un autre dispositif contesté visant à louer 40 % des « forêts dégradées » identifiées à des entreprises privées pour cultiver des plantations, est en préparation.

Comme les services gouvernementaux responsables de la réalisation des programmes de reboisement ne précisent pas d'où viendraient les immenses surfaces de terres nécessaires à de nouvelles plantations, il y a tout lieu de suspecter que ces dernières seraient prises sur des terres communautaires, cultivables ou utilisées en pâturages. Par ailleurs, au nom de la restauration des forêts dégradées et du développement du reboisement compensatoire, les droits des communautés sur les forêts collectives seraient violés. Des incidents sporadiques d'accaparement de terres pour des plantations ont déjà été signalés dans l'Odisha, le Chattisgarh, le Telengana et l'Andhra Pradesh. Dans le village de Pidkia, dans le district de Kandhamal, en Odisha, par exemple, des terres ont été clôturées alors que le titre foncier correspondant avait été accordé aux communautés locales en application du Forest Rights Act. (20) Dans d'autres régions, des terres de *podu* (culture itinérante) ont été occupées et des forêts ont été abattues. (21) Dans le Chattisgarh, des terres agricoles villageoises ont été remplies de plantations d'eucalyptus et de teck. (22) Dans le Telengana et l'Andhra Pradesh, des terres collectives villageoises, des terres *podu* et des zones agricoles ont été clôturées pour mettre en place des plantations qui sont censées compenser la perte de terrains forestiers entraînée par le projet controversé du barrage de Polavaram (23). Au-delà des programmes de plantations gérés par l'État, de grands acteurs privés comme ITC (Indian Tobacco Company) et JK Paper Limited (24) se sont virtuellement appropriés des centaines de milliers

d'hectares de terres agricoles dans l'Andhra Pradesh, le Telengana, l'Odisha et le Chattisgarh pour cultiver principalement des plantations d'eucalyptus (25).

L'accès des communautés et leur contrôle sur les forêts sont affaiblis de nombreuses manières. Bien que la nouvelle loi sur le fonds de reboisement (Compensatory Afforestation Fund Act) ne soit pas encore entrée en vigueur et que ses règles n'aient pas encore été établies, de l'argent de ce fonds et de la Mission pour une Inde verte vient alimenter les services forestiers d'État. En violation du mandat de la Mission pour l'Inde verte, ses fonds sont versés aux Comités mixtes de gestion forestière mis en place par l'office des forêts, et non pas à des institutions communautaires comme *Gram Sabha* (26).

Avec la multiplication des attaques à l'encontre des communautés, de leurs forêts et de leurs terres villageoises collectives, on peut s'attendre à ce que la résistance s'intensifie de la même manière. Comme autrefois, les *adivasis* et les autres populations pauvres et sans terre en Inde ne permettront pas à cette nouvelle invasion verte de s'enraciner.

Soumitra Ghosh, qui travaille parmi les communautés forestières au nord du Bengale en Inde, peut être contacté à l'adresse [soumitrag \[at\] gmail.com](mailto:soumitrag[at]gmail.com)

- (1) The Ministry of Environment and Forests, Government of India (2009), *India Forestry Outlook Study*, FAO, Bangkok
- (2) Ravindranath, N.H et al (2014) : Forest area estimation and reporting : implications for conservation, management and REDD+, *Current Science*: 106(9)
- (3) Ravindranath, N.H et al, *ibid*. Voir également Ravindranath, N.H et al (2012) : Deforestation and forest degradation in India – implications for REDD+, *Current Science*, 2012, 102, Puyravaud, J. P et al (2010) : Cryptic destruction of India's native forests, *Conservation Letters*, 3: 390–394, Gilbert, N (2012) : India's forest area in doubt, *Nature*, 2012, 489,14–15.
- (4) Ravindranath, N.H et al(2014), *ibid*.
- (5) Puyravaud, J. P et al, *ibid*.
- (6) Smetacek. P (2017) : *Missing the woods for the trees* : How India's forests have been lost in translation – in plantations, *Scroll.in*, 25 août 2017. <https://scroll.in/article/807903/missing-the-woods-for-the-trees-how-indias-forests-have-been-lost-in-translation-in-plantations>, dernier accès le 25 août 2017.
- (7) Puyravaud, J. P et al, *ibid*.
- (8) The Ministry of Environment and Forests, *ibid*, Puyravaud *ibid*
- (9) FAO. (2001), *Global forest resource assessment 2000. Main report*, cité dans Puyravaud *ibid*.
- (10) Sargent, C, (1998) : Natural Forest or Plantation ? In Sargent, C, et Bass, S, (1998) : *Plantation Politics*. Earthscan, Londres, cité dans Jo Lawbuary (2004) : Eucalyptus Planting in « Social Forestry » in India : Boon or Curse ?<http://www.ganesh.co.uk/Articles/Eucalyptus.htm>, dernier accès le 25 août 2017

(11) Lawbuary, *ibid.*

(12) Shiva, V, Bandyopadhyay, J, (1985) : *Ecological Audit of Eucalyptus Cultivation*. The English Book Depot, Dehradun

(13) *Bangalore Mirror*, 17 mai 2017 : Karnataka Govt. bans planting Eucalyptus, <http://bangaloremirror.indiatimes.com/bangalore/others/chronology-of-a-eucalipto/articleshow/58703790.cms?>, dernier accès le 25 août 2017. Voir également, Joshi, M et K. Palanisami(2011), Impact of Eucalyptus Plantations on Ground Water Availability in South Karnataka, ICID 21st International Congress on Irrigation and Drainage,

15-23 octobre 2011, Téhéran, Iran

(14) Saxena, NC, (1992) : Adoption of a Long-Gestation Crop : Eucalyptus Growers in North-West India. *Journal of Agricultural Economics*, Vol. 43, N° 2, pp 257-267. et Nesmith, C, (1991) : Gender, Trees, and Fuel : Social Forestry in West Bengal. *Human Organisation*, Vol. 50, N° 4, pp 337-348, cité dans Lawbuary, *ibid.*

(15) Lawbuary, *ibid.*

(16) Guha, R(1989) : *The Unquiet Woods*, Oxford, Delhi

(17) Damodaran, V (2005) : Indigenous forests : Rights, Discourses and Resistance in Chotanagpur 1860-2002, *Cederlof, G & Sivaramskrishnan, K(Eds) : Ecological Nationalisms*, Permanent Black, Delhi.

(18) Ramchandra Guha et Martinez Alier, J (1998) : *Varieties of Environmentalism*, Oxford, Delhi

(19) Saxena, N C (1994) : Forest, People and Profit: net equations for sustainability, Planning Commission of India

(20) Madan, G (2017) : How Tree Plantations Are Violating Citizens' Land Rights in an Odisha Village, *The Wire*, 20 juillet 2017, <https://thewire.in/159763/tree-plantations-violating-citizen-rights-in-odisha>, dernier accès le 25 août 2017

(21) Madan, *ibid* et Nandi, J(2016) : How Odisha is cutting old forests for new, <http://timesofindia.indiatimes.com/home/sunday-times/How-Odisha-is-cutting-old-forests-for-new/articleshow/54633844.cms>

(22) Entretien avec des représentants communautaires, Chattisgarh.

(23) Ghosh, S. (2017) : « Compensating » loss of forests or disguised forest offsets ? A study of Compensatory Afforestation in India. À paraître.

(24) Voir http://www.itcpspd.com/Development_of_our_Plantations.aspx#, dernier accès le 25 août 2017 ; et http://www.jkpaper.com/index.php?option=com_content&view=article&id=32&Itemid=33, dernier accès le 25 août 2017

(25) Voir les lettres du Ministère de l'environnement, des forêts et des changements climatiques du

Gouvernement indien aux services forestiers des États du Chattisgarh et de l'Odisha : F. NO. 9-11/2014/GIM-CHH, Govt. Of India, Ministry of Environment, Forest and Climate Change, Green India Mission, daté du 02.08.16 -- également, F. NO. 9-11/2014/GIM-AP, daté du 12.07.2016, F. NO. 9-11/2014/GIM-ODISHA, daté du 02.08.2016

(26) Le *Gram Sabha* est l'assemblée ouverte de tous les résidents adultes dans un « *gram* », c'est-à-dire un village. C'est un organisme indépendant et il peut exister dans toutes les zones forestières occupées par des habitants traditionnels des forêts, indépendamment du fait que ces peuplements forestiers soient ou non officiellement reconnus comme des villages.